



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/HRC/11/4/Add.2
16 mars 2009

FRANÇAIS
Original: ESPAGNOL

CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME
Onzième session
Point 3 de l'ordre du jour

**PROMOTION ET PROTECTION DE TOUS LES DROITS DE L'HOMME,
CIVILS, POLITIQUES, ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS
Y COMPRIS LE DROIT AU DÉVELOPPEMENT**

**Rapport du Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit
à la liberté d'opinion et d'expression, M. Frank La Rue***

Additif

MISSION AU HONDURAS**

* Les documents ayant été reçus en retard, le présent rapport a été établi par le précédent titulaire du mandat.

** Le résumé du présent rapport est distribué dans toutes les langues officielles. Le rapport proprement dit, qui est joint à l'annexe au résumé, n'est distribué que dans la langue originale.

Résumé

Dans l'exercice de son mandat, à l'invitation du Gouvernement hondurien le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, M. Ambeyi Ligabo, s'est rendu en mission au Honduras du 26 au 30 novembre 2007.

Cette mission avait pour objet de recueillir des informations en vue d'évaluer la situation dans le pays en matière d'exercice du droit à la liberté d'opinion et d'expression. Le Rapporteur spécial entendait en outre déterminer les principales difficultés liées à la mise en œuvre du droit à la liberté d'opinion et d'expression dans le pays, en portant une attention particulière aux allégations y relatives qu'il avait reçues antérieurement.

Au cours de la mission, le Rapporteur spécial s'est entretenu avec diverses autorités de l'État, des membres de différentes associations civiles, des représentants de médias, des parents de victimes et des propriétaires de moyens d'information, entre autres, ce dans le cadre de dialogues ouverts qui lui ont permis de recueillir suffisamment d'informations pour analyser la situation en République du Honduras en matière de liberté d'opinion et d'expression.

Tant au titre des préparatifs de sa mission que lors de l'élaboration du présent rapport, le Rapporteur spécial a consulté des documents émanant de diverses sources, dont des rapports officiels de l'ONU et des rapports d'organisations non gouvernementales (ONG).

Le présent rapport se divise en six parties. L'introduction présente, de façon générale, l'objet de la visite du Rapporteur spécial et énumère les réunions tenues à cette occasion.

La deuxième partie analyse le contexte historique et politique de la République du Honduras et contient un paragraphe sur la multiplication des médias dans le pays.

La troisième partie porte sur le système juridique du pays. Elle expose les obligations internationales et nationales incombant au pays et présente certaines considérations relatives à la législation actuelle en matière de liberté de la presse. Il est fait référence expressément à ce sujet à la loi-cadre sur le secteur des télécommunications, à la loi organique sur l'Association des journalistes et à la loi sur la transparence et l'accessibilité de l'information publique. Il y est aussi fait mention des dispositions de la Constitution et du Code pénal régissant les questions relatives à la liberté d'opinion et d'expression.

La quatrième partie traite des principaux sujets de préoccupations cernés par le Rapporteur spécial au cours de sa mission. La section A porte sur les agressions et menaces à l'encontre de journalistes et d'autres professionnels des médias, phénomène sur lequel le Rapporteur a insisté pendant sa mission. La section B est consacrée au problème de l'impunité, qui persiste dans les affaires d'agression et de menaces contre des journalistes et d'autres professionnels des médias. La section C traite de l'absence, problématique, de cadre propre à favoriser la diversité des médias et d'un des problèmes connexes auquel est confronté le pays: la concentration des médias dans les mains de quelques propriétaires. Dans la section D, le Rapporteur spécial se penche sur les dispositions du Code pénal réprimant les atteintes à l'honneur à la lumière d'une série de cas de journalistes et d'autres professionnels des médias poursuivis de ce chef.

La cinquième partie présente les conclusions générales formulées par le Rapporteur spécial à l'issue de sa visite en République du Honduras. Le Rapporteur spécial a remercié chaleureusement les autorités honduriennes de lui avoir donné la possibilité d'effectuer une mission dans leur pays. Il a constaté une dégradation de la situation dans le pays en ce qui concerne la sécurité des journalistes et d'autres professionnels des médias. Il a en outre exprimé son inquiétude face à l'impunité dont jouissent les auteurs d'agressions et de menaces contre des professionnels des médias. Le Rapporteur spécial salue les progrès accomplis en vue de régler certaines questions liées à la liberté d'opinion et d'expression. À ce sujet, il mentionne l'adoption de la loi sur la transparence et l'accessibilité de l'information publique, tout en estimant que les autorités honduriennes pourraient adopter une attitude plus dynamique s'agissant de la diffusion et la popularisation des informations revêtant un intérêt public.

La sixième, et dernière, partie contient les recommandations que le Rapporteur spécial a adressées aux autorités dans le cadre de son mandat. Le Rapporteur spécial recommande, entre autres, de renforcer les programmes en place de protection des professionnels des médias et d'en instituer de nouveaux. Il a en outre rappelé aux autorités l'importance revêtue par la lutte contre l'impunité et a recommandé à ce titre de prendre toutes les mesures requises pour faire traduire en justice les responsables de violations des droits de l'homme. Dans ses recommandations, le Rapporteur spécial a en outre souligné qu'il importait de promouvoir dans les milieux politiques une culture de la transparence et de l'obligation de rendre des comptes.

Le Rapporteur spécial tient à remercier le Gouvernement du Honduras, et sa mission permanente à Genève, d'avoir facilité sa visite et de lui avoir apporté son concours et sa pleine coopération. Il souhaite aussi remercier toutes les personnalités, les représentants des médias, les institutions, les syndicats et les particuliers avec lesquels il s'est réuni durant sa mission. Il remercie en outre le bureau du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au Honduras pour son soutien et son concours précieux.

Le Rapporteur spécial se félicite de ce que les autorités honduriennes coopèrent avec les procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme et souhaite que la possibilité d'effectuer ce type de mission soit offerte à d'autres rapporteurs spéciaux et aux groupes de travail.

Anexo

**INFORME DEL RELATOR ESPECIAL SOBRE LA PROTECCIÓN Y PROMOCIÓN
DEL DERECHO A LA LIBERTAD DE OPINIÓN Y DE EXPRESIÓN**

MISIÓN A HONDURAS

INDICE

	<i>Párrafos</i>	<i>Página</i>
I. INTRODUCCIÓN	1 – 5	5
II. CONTEXTO HISTÓRICO Y POLÍTICO	6 – 12	5
III. MARCO CONSTITUCIONAL Y JURÍDICO SOBRE LA LIBERTAD DE EXPRESIÓN.....	13 – 31	7
A. Obligaciones internacionales	13 – 17	7
B. Marco jurídico y obligaciones nacionales en relación con el derecho a la libertad de expresión.....	18 – 31	8
IV. PRINCIPALES PREOCUPACIONES	32 – 71	10
A. Ataques y amenazas a periodistas.....	33 – 38	11
B. Impunidad y falta de investigación en los ataques contra los periodistas	39 – 42	12
C. Falta de un marco que propicie la diversidad de los medios de comunicación	43 – 53	13
D. Tipificación de los delitos contra el honor (difamación, injuria y calumnia).....	54 – 71	15
V. CONCLUSIONES	72 – 79	18
VI. RECOMENDACIONES	80 – 86	19

I. INTRODUCCIÓN

1. El presente documento es el informe del Relator Especial del Consejo de Derechos Humanos sobre la promoción y protección del derecho a la libertad de opinión y de expresión, Sr. Ambeyi Ligabo, sobre su misión a la República de Honduras, realizada del 26 al 30 de noviembre de 2007, por invitación del Gobierno.

2. Durante los preparativos de su misión y de este informe, el Relator Especial consultó fuentes de las Naciones Unidas, principalmente los informes de los órganos de los tratados y de otros procedimientos especiales. Asimismo, recibió documentación relevante de distintas organizaciones no gubernamentales (ONG) que facilitaron informaciones y opiniones constructivas sobre la situación de los derechos humanos en el país, y concretamente, del derecho a la libertad de opinión y expresión.

3. El Relator Especial desea dar las gracias al Gobierno de Honduras y a todas las personalidades nacionales e internacionales, instituciones, representantes y propietarios de los medios de comunicación y particulares con los que mantuvo reuniones. Asimismo, desea agradecer a la oficina del Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD) en Honduras la valiosa cooperación prestada. Durante la visita, tuvo la oportunidad de conocer y escuchar a muy distintos integrantes de la sociedad civil, cuyos testimonios resultaron de gran valor para los objetivos de la visita. El Relator Especial confía en que ninguna de las personas con las que se entrevistó tendrá que hacer frente a represalias de ningún tipo o intimidaciones por parte de las autoridades, grupos o particulares.

4. El Relator Especial reconoció durante su visita que el hecho de que el Gobierno hondureño haya extendido esta invitación constituye una prueba de la importancia que se da en el país al derecho a la libertad de expresión. Durante sus visitas, el Relator Especial considera indispensable sostener entrevistas, tanto con fuentes oficiales del Gobierno como con miembros de la sociedad civil para poder obtener una visión equilibrada, global y objetiva de todos los sectores de la sociedad. En el caso de su visita a Honduras, el Relator Especial encontró de una utilidad extrema todas las reuniones que mantuvo.

5. El Relator Especial tuvo la ocasión de entrevistarse con el Ministro de Relaciones Exteriores, el Secretario de Estado, el Fiscal General de la República, el Presidente del Tribunal Electoral, un miembro de la Corte Suprema de Justicia, el Ministro de Comunicaciones, el Presidente del Colegio de Abogados de Honduras, el Comisionado Nacional de los Derechos Humanos, distintas organizaciones no gubernamentales, periodistas y profesionales de los medios de comunicación, familiares de profesionales víctimas de ataques y amenazas. El Relator Especial también se entrevistó con representantes y propietarios de medios de comunicación, grupos comunitarios que actúan en el ámbito de la información, organizaciones no gubernamentales (ONG) y profesionales de los medios.

II. CONTEXTO HISTÓRICO Y POLÍTICO

6. Honduras es una república democrática y constitucional que comparte fronteras con las Repúblicas de El Salvador, Guatemala y Nicaragua. El Presidente de la República encabeza el poder ejecutivo y es elegido por voto directo y mayoría simple por un período de cuatro años. La figura del Vicepresidente quedó abolida con la Constitución de 1957 pero fue reestablecida en

2002. El Congreso es unicameral y está compuesto por 128 diputados y el mismo número de suplentes, electos por un período de cuatro años. La Corte Suprema de Justicia, las cortes de apelaciones, los juzgados y otras dependencias señaladas por la ley forman el poder judicial.

7. Desde la independencia que tuvo lugar en 1821, el país ha vivido diversos cambios de gobierno. En 1956 tendría lugar el primer golpe de estado, llevado a cabo por una Junta Militar. Debido al inmenso poder de las Fuerzas Armadas en Honduras en esa época, al golpe de estado de 1956 le siguieron uno en 1963, otro en 1972 y el último en 1978. Las Fuerzas Armadas mantendrían un papel decisivo en la vida hondureña hasta que, en 1999, el Alto Mando de las Fuerzas Armadas entregó el control de las mismas al Presidente, con lo cual se puso fin a la autonomía militar que existió en el país durante más de 40 años.

8. Durante las décadas de 1970 y 1980, las fuerzas armadas en Honduras intensificaron sus actividades de contrainsurgencia a raíz de los conflictos armados que se llevaron a cabo en El Salvador y en Nicaragua. Las consecuencias de las dictaduras y los conflictos armados en los países vecinos han presentado retos a la población hondureña pero también le ha brindado oportunidades para reforzar sus instituciones democráticas.

9. La situación histórico-política en la que se ha desarrollado la República de Honduras ha contribuido en efecto al desarrollo que el país ha venido viviendo en lo que respecta a la proliferación de los medios de comunicación y el acceso de la sociedad hondureña a los mismos. La sociedad hondureña tuvo, durante años, índices muy bajos de acceso a las diversas tecnologías de comunicación, tanto en las relaciones interpersonales como en aquellas de carácter público. Durante mucho tiempo la telefonía estuvo al alcance de unos pocos y la información pública estaba concentrada en unos cuantos medios impresos y electrónicos, estando la mayoría ubicados en Tegucigalpa y San Pedro de Sula, las principales ciudades. La influencia de la era digital cobraría intensidad en el país a partir de los 90, debido en gran parte a la proliferación de los medios electrónicos y la ruptura del monopolio estatal de la empresa Hondutel en el dominio del espectro telefónico y radioeléctrico.

10. En los últimos 20 años se ha venido produciendo un consumo creciente de equipos electrónicos en todo el país. Por sus características geográficas, dispersión de las comunidades y tasas de analfabetismo, Honduras ha sido un país de radioemisoras. Según las informaciones, 9 de cada 10 de los consumidores de Tegucigalpa y Choluteca oyen la radio (93%). Según los datos de la Comisión Nacional de Telecomunicaciones (de mayo de 2005), existen 274 estaciones de radio en la banda AM y 436 en la FM. De ellas, la mayoría son emisoras locales cuya potencia de transmisión oscila entre 50 y 100 vatios. La mayor parte del auditorio radial se concentra en los hogares y sólo un pequeño porcentaje en las oficinas.

11. Sin duda alguna, el auge de la televisión es el fenómeno más impactante de los últimos años en la comunicación social de Honduras. Hace unos diez años, los canales de televisión que existían no llegaban a diez y los datos que ofrecía el informe de la Comisión Nacional de Telecomunicaciones (Conatel) del año 2005 reflejaban que había entre 60 y 70 estaciones de televisión. Oficialmente operan en el país unas 270 compañías de televisión por cable, pero promotores de dicho negocio estiman que su número real supera las 600, la mayoría de las cuales carecen de registro oficial.

12. Las cifras de los usuarios de Internet también han aumentado en el país de forma considerable. En 1996, los usuarios registrados eran 4.110 y en 2004 la cifra había aumentado a 222.273. Según los datos que ha recogido Conatel (2006), están registradas 60 compañías proveedoras de servicios (redes) de Internet a nivel nacional y departamentales.

III. MARCO CONSTITUCIONAL Y JURÍDICO SOBRE LA LIBERTAD DE EXPRESIÓN

A. Obligaciones internacionales

13. De acuerdo con lo dispuesto en la legislación nacional, los tratados internacionales celebrados por Honduras con otros Estados, una vez que entran en vigor, forman parte del derecho interno (artículo 16 de la Constitución). Asimismo, Honduras proclama como ineludible la validez y obligatoria ejecución de las sentencias arbitrales y judiciales de carácter internacional (artículo 16 de la Constitución). De esta forma, los instrumentos internacionales de derechos humanos han quedado integrados al ordenamiento jurídico hondureño y, por lo tanto, deben ser observados y aplicados directamente al caso concreto. El Estado hondureño tiene la obligación de cumplir con las sentencias emanadas de los órganos internacionales competentes.

14. El derecho a la libertad de expresión ha sido reconocido por el Derecho internacional y, en este sentido, la República de Honduras está obligada a respetar los derechos y garantías establecidos en la Declaración Universal de Derechos Humanos y, en particular, su artículo 19, referido a la libertad de opinión y expresión. Asimismo, como Estado parte del Pacto Internacional de Derechos Civiles y Políticos, tiene la obligación de respetar su artículo 19.

15. La Declaración Americana de los Derechos y Deberes del Hombre señala en su artículo IV que “toda persona tiene derecho a la libertad de investigación, de opinión y de expresión y difusión del pensamiento por cualquier medio”. La Convención Americana sobre Derechos Humanos establece en su artículo 13 que toda persona tiene derecho a la libertad de pensamiento y de expresión, la cual puede ser ejercida por todos los medios y no puede estar sujeta a previa censura sino a responsabilidades ulteriores las que deben estar expresamente fijadas por la ley. Los artículos 4 y 13 de la Declaración, referidos a la libertad de expresión de manera específica, han de entenderse en conjunto y en relación con otras normas de carácter general que se consagran en la Convención Americana, como son sus artículos 1 y 2. En este sentido, el Estado tiene el deber de organizar todo el aparato gubernamental y todas las estructuras a través de las que se manifiesta el ejercicio del poder público con el fin de que sean capaces de asegurar jurídicamente el pleno y libre ejercicio de los derechos humanos. El Estado debe prevenir, investigar y sancionar toda violación de los derechos reconocidos en la Convención y procurar el restablecimiento, siempre que sea posible, del derecho conculcado y, si procede, la reparación de los daños producidos por la violación de los derechos humanos¹.

16. El Relator Especial ha tenido en cuenta la jurisprudencia² de la Corte Interamericana de Derechos Humanos en los casos sobre los que se ha pronunciado con respecto a la libertad de

¹ Caso Velásquez Rodríguez, Sentencia de 29 de julio de 1988, Serie C, N. 4, párr. 170, Corte Interamericana de Derechos Humanos.

² Sentencia de 1.º de febrero de 2006 sobre el caso del Sr. Alfredo López Álvarez v. el Estado de Honduras.

opinión y expresión. En dicha jurisprudencia, la Corte hace referencia a que “el contenido del derecho a la libertad de pensamiento y de expresión tiene una doble dimensión: la individual, que consiste en el derecho a emitir la información y la social, que consiste en el derecho de buscar, recibir y difundir informaciones e ideas de toda índole”. En su sentencia³ de 19 de septiembre de 2006, la Corte ha señalado que el derecho a la libertad de pensamiento y de expresión contempla la protección del derecho de acceso a la información bajo el control del Estado, el cual también contiene de manera clara las dos dimensiones (individual y social) del derecho a la libertad de pensamiento y de expresión, las cuales deben ser igualmente garantizadas por el Estado de forma simultánea.

17. La Comisión Interamericana de Derechos Humanos aprobó la Declaración de Principios sobre Libertad de Expresión durante su 108.º período ordinario de sesiones en octubre del año 2000. Dicha Declaración constituye un documento fundamental para la interpretación del Artículo 13 de la Convención Americana sobre Derechos Humanos. Su aprobación no solo es un reconocimiento a la importancia de la protección de la libertad de expresión en las Américas, sino que además incorpora al sistema interamericano los estándares internacionales para una defensa más efectiva del ejercicio de este derecho.

B. Marco jurídico y obligaciones nacionales en relación con el derecho a la libertad de expresión

18. La Constitución de la República de Honduras de 1982 reconoce el derecho a la libertad de expresión. En su artículo 72 la Constitución de Honduras reconoce la libertad de la emisión del pensamiento por cualquier medio de difusión, sin previa censura y establece que son responsables ante la Ley los que abusen de este derecho y aquellos que por medios directos o indirectos restrinjan o impidan la comunicación y circulación de ideas y opiniones.

19. Asimismo, la Ley de Emisión del Pensamiento de 1958 establece, en su artículo 2, la inviolabilidad de las libertades de expresión del pensamiento e información. En su artículo 5 especifica que “todo habitante de la República podrá libremente, sin censura previa, expresar su pensamiento, dar y recibir información y discutir sus opiniones o las ajenas por medio de la palabra escrita o hablada o por cualquier otro procedimiento gráfico, oral o visual.”

20. El derecho al honor ha tenido, en la República de Honduras una protección constitucional y su regulación jurídica aparece en el ámbito penal, por lo que la tipificación de los delitos de calumnia, injurias y difamación se encuentra en el Código Penal de 1984 (actualmente en vigor). La Constitución reconoce en su artículo 76 el derecho al honor, a la intimidad personal, familiar y a la propia imagen. Los delitos contra el honor se encuentran tipificados en los artículos 155 a 161 del Código Penal.

1. Ley Marco del Sector de Telecomunicaciones (LMST)

21. La Ley Marco del Sector de Telecomunicaciones (LMST), creada por Decreto 185-95 de 31 de octubre de 1995 y reformada por Decreto 118-97 de 25 de octubre de 1997, establece la prohibición de acciones que limiten la competencia. Su artículo 15 señala que los servicios de difusión se prestarán en régimen de libre competencia, quedando prohibida cualquier forma de

³ Caso de Claude Reyes y otros v. Chile de 19 de septiembre de 2006.

exclusividad, monopolio o acaparamiento. El artículo 38 de dicha ley establece que quedan prohibidas las prácticas que limiten o distorsionen la competencia.

22. La LMST y su reglamento han limitado el surgimiento de medios de comunicación alternativos, particularmente para el gran número de radios comunitarias a lo largo del país. Desde 1996, por disposición de la LMST, es la Comisión Nacional de las Telecomunicaciones (CONATEL), la encargada de coordinar y ejecutar las políticas relacionadas con las telecomunicaciones. El trámite para obtener un permiso es a solicitud de parte, reuniendo unos determinados requisitos. De acuerdo con las disposiciones, en caso de existir más de un interés por la misma frecuencia radioeléctrica o rango de frecuencias radioeléctricas, el respectivo otorgamiento se realizará mediante el procedimiento de concurso público, en cuyo caso el trámite iniciado a solicitud de parte será automáticamente suspendido. Dichas disposiciones sitúan a las radios comunitarias en un estado de desventaja frente a las radios comerciales y constituye, como lo ha señalado la Corte Interamericana de Derechos Humanos, una violación a la libertad de expresión.

23. Dichas disposiciones sitúan a las radios comunitarias en un estado de desventaja frente a las radios comerciales y constituye, como lo señaló la Corte Interamericana, una violación a la libertad de expresión. Debería llevarse a cabo una reforma integral ante el Congreso para que queden derogadas las normas contrarias a los estándares internacionales en materia de libertad de expresión y armonizar la legislación en dichos términos.

24. Se consideran prácticas restrictivas de la competencia los acuerdos entre empresas dedicadas a la prestación de servicios de telecomunicaciones que tengan como finalidad distribuirse el mercado, fijar precios o tarifas iguales o semejantes en condiciones disímiles de costo, limitar el acceso a la actividad a posibles competidores y las demás que reglamentariamente determine CONATEL.

2. Código Penal

25. Los delitos de calumnia, injuria y difamación han sido modificados desde la entrada en vigor del Código Penal. Sin embargo, las tres figuras continúan previstas en el Título III: Delitos contra el Honor, Capítulo I de dicho Código. El artículo 155 del Código Penal estipula que: “La calumnia o falsa imputación de un delito de los que dan lugar a procedimiento de oficio, será penado con seis meses a dos años de reclusión”.

26. El delito de desacato está previsto en el Título XIII, Delitos contra la Administración Pública, Capítulo I. En lo que respecta a esta figura, se presentó un proyecto de Ley encaminado a su derogación en 2003 y se solicitó que se consultara a la Corte Suprema de Justicia. Ese mismo año, el Fiscal General de la República interpuso un recurso de inconstitucionalidad por considerar la figura incongruente con los artículos 60 y 72 de la Constitución. A casi dos años de interponerse ese recurso, la Sala Constitucional de la Corte Suprema de Justicia resolvió favorablemente y por unanimidad, argumentando la contradicción entre la norma secundaria y lo dispuesto en los artículos 60 y 72 de la Constitución, relativos a la libertad de expresión y el derecho al honor. El poder legislativo ha de ratificar la decisión judicial, derogando del Código Penal el delito en cuestión.

27. El Relator Especial ha conocido durante su visita al país que aún se siguen reportando casos de periodistas que enfrentan procesos judiciales acusados de cometer delitos contra el honor. Esto se encuentra regulado en el Código Penal, lo que sin lugar a dudas contraviene la tendencia y estándares internacionales en la materia.

3. Ley Orgánica del Colegio de Periodistas

28. La Ley Orgánica del Colegio de Periodistas regula la colegiación y el funcionamiento de los periodistas. Su artículo 8 establece que solamente los miembros del Colegio de Periodistas de Honduras podrán ejercer el periodismo profesional en el territorio nacional. El Colegio de Periodistas de Honduras se rige también por el Código de Ética, el Reglamento del Tribunal de Honor, el Reglamento para la Creación y Funcionamiento de los Capítulos del Colegio de Periodistas de Honduras y el Reglamento de Licencias a Estudiantes de Periodismo para su práctica profesional universitaria, entre otros. La obligatoriedad de la colegiación de los periodistas como requisito previo para el ejercicio de dicha profesión es incompatible con el derecho a la libertad de expresión, tal y como puso de manifiesto la Comisión Interamericana de Derechos Humanos en 2006.

4. Ley de Transparencia y Acceso a la Información Pública

29. La Ley de Transparencia y Acceso a la Información Pública se aprobó el 22 de noviembre de 2006. Básicamente, dicha ley reúne los estándares internacionales sobre el derecho al acceso a la información pública. Dicha ley surgió de las demandas ciudadanas de que el Estado ofreciera mayor transparencia al accionar y de la creencia de que efectivamente se dan unas restricciones a nivel institucional que impiden la divulgación de información. En este sentido, la sociedad civil jugó un papel fundamental para lograr la aprobación de la Ley de Transparencia y Acceso a la Información Pública.

30. La transparencia constituye un valor fundamental en las democracias de hoy. Una democracia sin transparencia resulta poco fiable y legítima para sus ciudadanos. Si la sociedad no tiene acceso a información precisa y transparente, se hace imposible conocer las actividades irregulares que se dan en el país. Sin duda alguna, la aprobación de la Ley de Transparencia constituyó uno de los acontecimientos sociales y políticos más importantes de 2006, a pesar de que no faltaron las dificultades durante el proceso para su aprobación. Esta ley ha constituido un avance importante en lo que se refiere al acceso del ciudadano a conocer lo que sucede en el interior de las instituciones públicas.

31. Sin embargo, a pesar de que esta ley podría constituir un mecanismo que ofreciera mayor transparencia al sistema, el Estado hondureño todavía no ha asumido una actitud de proactividad en lo que se refiere a la difusión y publicidad de la información de interés público. Las debilidades que presenta la ley están relacionadas con la elección de los Comisionados del Instituto de Acceso a la Información Pública (IAIP) realizada el 9 de agosto de 2007.

IV. PRINCIPALES PREOCUPACIONES

32. El Relator Especial desea mencionar a continuación una serie de cuestiones que fueron puestas en su conocimiento antes y durante su visita al país y que pueden tener grandes repercusiones en el pleno ejercicio del derecho a la libertad de opinión y expresión. Los

siguientes apartados constituyen las principales preocupaciones que el Relator Especial pudo analizar a raíz de su visita y en el marco de su mandato.

A. Ataques y amenazas a periodistas

33. El Relator Especial reiteró durante todas las reuniones que mantuvo durante su visita al país su preocupación por las alegaciones que había venido recibido en lo que se refiere a la situación de inseguridad en que viven los periodistas y otros profesionales de los medios en el país. Las alegaciones recibidas por el Relator Especial sobre dichas situaciones de inseguridad e inestabilidad para los profesionales de los medios fueron, sin duda, razones de peso para que el Relator Especial considerara la posibilidad de llevar a cabo su visita a la República de Honduras en su calidad de Relator Especial. El Relator Especial recibió de distintas fuentes quejas de ataques, agresiones y amenazas cometidas contra los periodistas y otros profesionales de los medios de comunicación en el país.

34. El Relator Especial expresó ante las autoridades, los profesionales de los medios y los miembros de la sociedad civil, su profunda preocupación por los casos de amenazas e intimidaciones que se vienen ejerciendo contra los periodistas, hechos que limitan el ejercicio del derecho a la libertad de expresión. Concretamente, expresó su más sentido pésame por la muerte del periodista y humorista Carlos Salgado (alias Frijol), quien fue atacado por cuatro desconocidos equipados con armas automáticas cuando salía de la estación de Radio Cadena Voces (RCV) desde donde transmitía su programa "Frijol el Terrible" el 18 de octubre de 2007. Horas más tarde, el Sr. Salgado habría muerto en el hospital a causa de las heridas recibidas. Aún se desconocen las razones de este terrible suceso.

35. El Relator Especial también manifestó su preocupación por el caso del periodista Dagoberto Rodríguez, quien habría abandonado el país tras ser advertido de que lo buscaban para asesinarlo en las próximas 72 horas.

36. También se puso en conocimiento del Relator Especial que Octavio Carvajal fue golpeado, supuestamente por haber difundido información que lesionaba la imagen e integridad del gerente de una compañía. Otro caso que se puso en conocimiento del Relator fue el de José Román Ferrera, de Canal 31 y corresponsal de Radio Congolón, quién habría sido agredido tras difundir un video y testimonio del paciente de un hospital. Elder Martínez, corresponsal de Radio HRN en La Virtud, Lempira, habría sido golpeado por un maestro de la zona cuando cubría una asamblea de padres de familia en presencia del director departamental de occidente. José Peraza, periodista de Radio Progreso, fue agredido por una funcionaria cuando entrevistaba al tesorero de la municipal de Progreso. Siguiendo estos sucesos, Fanny Velásquez y Geovanny Méndez habrían sido agredidos por funcionarios de un hospital por cubrir una información de ayuda humanitaria que solicitaba un paciente. Igualmente se puso en conocimiento del Relator Especial los casos de tres camarógrafos que, al parecer, fueron agredidos cuando cubrían el estallido de una granada de fragmentación.

37. Durante la visita, el Relator Especial pudo obtener información detallada sobre estos casos arriba mencionados y otros que se han venido sucediendo en el país en contra de los profesionales de los medios de comunicación. El Relator Especial considera que esta situación es grave y expresó durante la visita su deseo de que se realicen todos los esfuerzos necesarios para que cese dicha situación de inseguridad para los profesionales de los medios. Durante las

entrevistas que mantuvo con distintas víctimas y familiares de víctimas, el Relator Especial pudo constatar que la situación de inseguridad en la que viven estas personas acarrea consecuencias graves para el libre ejercicio del derecho a la libertad de opinión y expresión. En este sentido, muchas de las personas que dieron sus testimonios manifestaron su temor a abordar estos temas o dar detalles sobre los mismos. Durante su visita, el Relator Especial pudo reunirse con familiares de víctimas que también le comunicaron su temor a dar detalles sobre este tipo de incidentes. Muchas de estas personas viven atemorizadas por miedo a represalias. El Relator Especial ha considerado esta situación como un ataque no sólo contra estas personas sino también contra la prensa en general y los principios de transparencia por los que ésta debería regirse y reiteró durante su visita que la libertad de expresión bien ejercida no debe tener condiciones ni límites, aún menos, si dichos límites vienen siendo ocasionados por amenazas y ataques ilegítimos.

38. El Relator Especial señaló durante su visita la importancia de que se creen nuevos programas de protección a los periodistas con miras a promover el libre ejercicio de la prensa, a proteger a los trabajadores de los medios y sus familias y a que se pueda desarrollar una prensa libre. En este sentido anima a las autoridades a que consideren la posibilidad de crear un mecanismo que proteja de manera efectiva a los profesionales de los medios y sus familiares.

B. Impunidad y falta de investigación en los ataques contra los periodistas

39. Hasta la fecha ninguna persona ha sido procesada por los ataques cometidos contra los periodistas y otros profesionales de los medios en la República de Honduras. Esto ha dado lugar a una situación de impunidad que no sólo acrecienta la inseguridad en la que viven los profesionales de los medios, sino que además conlleva a que estas personas, por miedo a represalias o porque simplemente consideran que sus denuncias son en vano, no reporten ante los jueces estos graves ataques. Se puso en conocimiento del Relator Especial que las investigaciones policiales son deficientes. En este sentido, ha considerado que es necesario que sigan desplegándose esfuerzos para frenar estas situaciones de impunidad que no hacen más que aumentar la inestabilidad y desconfianza por parte de las víctimas y, como consecuencia de ello y debido a la importancia del sector de los medios de comunicación, a la sociedad en general.

40. El Relator pudo observar cómo dicha situación de inseguridad acarrea un enorme freno a la libertad de expresión *per se* en el sentido de que no llega a desarrollarse de una manera efectiva y libre el derecho a recibir y a impartir información.

41. Los retrasos en la investigación de los delitos que se cometen contra los periodistas y que se reportan suelen ser prolongados e injustificados. A dichas demoras se añade el hecho de que muchos de estos casos de ataques y amenazas, por no decir la mayoría, no llegan a resolverse. La situación de impunidad que impera ante estas situaciones acrecienta el miedo y la inseguridad de los profesionales de los medios y de sus familias. Sin duda alguna, el Relator Especial ha considerado que éste es un gran obstáculo en el pleno ejercicio del derecho a la libertad de opinión, expresión e información.

42. El Relator Especial puso de manifiesto cómo el Gobierno debería incluir como primera prioridad en su agenda la lucha contra la impunidad y llevar ante la justicia a los responsables de violaciones de los derechos humanos. Estos casos deberían resolverse dentro del sistema judicial

con la mayor eficacia e imparcialidad, respetando la ley nacional de conformidad con las obligaciones derivadas del derecho internacional.

C. Falta de un marco que propicie la diversidad de los medios de comunicación

43. La concentración de la propiedad de los medios de comunicación es otro de los obstáculos que pudo analizar el Relator Especial durante su visita. En este sentido, pudo observar cómo en el medio televisivo hondureño se manifiesta una tendencia muy marcada hacia una mayor concentración de la propiedad. Esto implica que existen más limitaciones para que se pueda desarrollar un régimen de competencia y pluralismo. Al quedar reducida la independencia del periodismo, se ha frenado el debate pluralista que debe imperar en una sociedad justa y democrática.

44. La indefensión de los consumidores y productores ante los abusos a los que a veces suelen verse enfrentados viene respaldada por el aumento de las grandes fortunas en el sector del comercio. Tal como se le comunicó al Relator Especial durante su visita, una pieza clave en este contexto ha sido la vinculación de los políticos a los empresarios y viceversa. El Relator Especial conoció que muchas veces las campañas electorales son financiadas por los empresarios, pero no en función de objetivos de interés público, sino de ambiciones privadas

45. Como prueba de la concentración de los medios de comunicación, en lo que respecta a los medios televisivos, se manifiesta de forma marcada la tendencia hacia una mayor concentración de la propiedad, y por lo tanto existen más limitaciones para que se pueda desarrollar un régimen de competencia y pluralismo. En lo que respecta a la radiodifusión, el mercado está dominado por las dos grandes cadenas históricas y en un segundo plano, se sitúan otras. Los propietarios combinan una gran variedad de negocios con la propiedad de los medios masivos de comunicación. Así, la presión indirecta del Estado y el conflicto de intereses en algunos casos termina por definir la agenda informativa actuando en detrimento de la libertad de prensa y el mejor interés del público hondureño.

46. La Ley Marco del Sector de Telecomunicaciones (LMST) establece la prohibición de acciones que limiten la competencia. El trámite para obtener un permiso es a solicitud de parte reuniendo ciertos requisitos. De acuerdo con las disposiciones, en caso de existir más de un interés por la misma frecuencia radioeléctrica o rango de frecuencias radioeléctricas, el otorgamiento respectivo se realizará mediante el procedimiento de concurso público, en cuyo caso el trámite iniciado a solicitud de parte, será automáticamente suspendido. Estas disposiciones sitúan a las radios comunitarias en un estado de desventaja frente a las radios comerciales y constituye, como lo ha señalado la Corte Interamericana de Derechos Humanos, una violación a la libertad de expresión.

47. Existe una ausencia de procedimiento transparente y equitativo para las solicitudes de asignación de frecuencias en el espectro radioeléctrico por parte de solicitantes con fines no comerciales, tales como radio rurales y/o comunitarias. Los criterios que prevalecen a la hora de asignar licencias mediante subastas son exclusivamente económicos. La concentración de los medios de comunicación da lugar a situaciones de autocensura y a la desaparición de un periodismo profesional de investigación. Muchos periodistas, por miedo, han preferido actuar con cautela o, en otros casos, se han unido a la corriente dominante. No fueron pocos los periodistas que expresaron al Relator Especial su preocupación por la concentración de los

medios de comunicación, calificándola de cuasi monopolio, en manos de unos pocos propietarios.

48. Ante esta situación, resulta imprescindible que se produzcan cambios eficaces y que se promueva una cultura de transparencia y rendición de cuentas en la sociedad política. El Relator opina que deberían promulgarse leyes que contribuyan a combatir la fragilidad institucional que caracteriza al sistema hondureño. Se hace necesario que se creen mecanismos que doten de una institucionalidad pública fuerte que pueda controlar los excesos, abusos e irregularidades. Por ejemplo, se puso en conocimiento del Relator Especial cómo actualmente la ausencia de las instituciones o su debilidad, como es el caso del Tribunal Superior de Cuentas o del Tribunal Supremo Electoral, constituyen una amenaza contra el sistema.

49. El Relator Especial desea expresar su preocupación por los supuestos controles que se ejercen en las políticas informativas y que tienen su expresión en la utilización de los medios para beneficiar a sus dueños y a grupos políticos y económicos. Es necesario un equilibrio entre la explotación económica de la información por parte de los propietarios de los medios y la obligación de cumplir con la función de transmitir la información.

50. El Relator Especial se ha referido⁴ a la diversidad de los medios y a las condiciones por las que dicha situación debería regirse. En este sentido, el Relator Especial ha hecho referencia a la necesidad de que se asigne espacio “suficiente” con fines de difusión a distintas plataformas de comunicación, con el objeto de que se vele por que el público en su conjunto pueda recibir toda una gama de servicios de radiodifusión y televisión. En lo que respecta a los distintos tipos de organismos de radiodifusión y televisión, el Relator Especial se ha pronunciado previamente sobre cómo dichos organismos deben poder operar en todas las plataformas de distribución disponibles, y deben tener igual acceso a ellas. Entre las medidas concretas que promuevan la diversidad pueden figurar la reserva de frecuencias adecuadas para distintos tipos de emisoras, las normas de acceso obligatorio, el requisito de que las tecnologías de distribución y recepción sean complementarias y/o compatibles, incluso más allá de las fronteras nacionales, y el acceso no discriminatorio a los servicios de apoyo, como las guías de programación electrónicas.

51. En lo que respecta a la planificación de la difusión analógica a la digital, el Relator Especial ha considerado que deberían tenerse en cuenta los efectos de dicha transición en el acceso a los medios y en los distintos tipos de organismos de radiodifusión y televisión. Para ello, es necesario que se formule un plan claro de migración digital que promueva y no limite la actividad de los entes públicos de radio y televisión. El Relator Especial cree necesario que se adopten medidas para velar por que los costos de la transición digital no limiten la capacidad operativa de las emisoras comunitarias.

52. El Relator Especial considera que deben establecerse medidas especiales para proteger y preservar los entes públicos de radio y televisión. Dichos entes deben establecerse por ley y han de incluir, entre otros, la contribución a la diversidad, que tendría que dar voz a todos los sectores sociales y satisfacer sus necesidades de información. Asimismo, el Relator Especial considera que deberían explorarse mecanismos innovadores de financiación de los entes públicos de radio y televisión, que sean suficientes para permitirles desempeñar su mandato de servicio

⁴ Véase informe del Relator Especial sobre la promoción y protección del derecho a la libertad de opinión y de expresión (A/HRC/7/14).

público, estén garantizados con antelación durante varios años y estén indexados contra la inflación.

53. Los organismos comunitarios de radiodifusión y televisión han de beneficiarse de procedimientos simples y justos de adjudicación de licencias, no han de verse obligados a cumplir estrictos criterios tecnológicos u otros criterios relacionados con las licencias, deben beneficiarse de una reducción de los derechos de licencia y tener acceso a la publicidad.

D. Tipificación de los delitos contra el honor (difamación, injuria y calumnia)

54. Antes de la realización de su visita, el Relator Especial había recibido alegaciones sobre una serie de casos de periodistas que han sido llevados ante los tribunales en los últimos años por delitos cometidos contra el honor. El Relator Especial ha expresado en diversas ocasiones su preocupación por la utilización de querellas penales en contra de profesionales de los medios de comunicación. El derecho a la libertad de pensamiento y de expresión comprende la libertad de buscar, recibir y difundir informaciones e ideas de todo tipo.

55. En lo que respecta a procesos penales incoados contra comunicadores, el Relator Especial ha conocido de siete periodistas y un dueño de medio de comunicación que han sido demandados durante el año 2007. En enero de 2007, el periodista Edgardo Castro fue objeto de querrela por delitos contra el honor por un abogado de los tribunales de San Pedro Sula.

56. En el mes de mayo, el editor jefe del diario *El Herald*, Carlos Mauricio Flores, fue querrellado por delitos contra el honor. Ese mismo mes, los diarios *La Prensa*, que se edita en San Pedro Sula, y *El Herald*, que se edita en Tegucigalpa, fueron también demandados.

57. En el mes de septiembre los siguientes periodistas fueron querrellados: Renato Álvarez, Rossana Guevara (Telecentro, Canal5), Carlos Mauricio Flores (*El Herald*), Melissa Amaya y Juan Carlos Funes (Radio Cadena Voces) y Nelson García (*La Prensa*), fueron querrellados simultáneamente por delitos contra el honor, por difundir información publicada en el diario mejicano *El Universal*, en base a la investigación de una fundación norteamericana que destapaba ciertas irregularidades.

58. Estos casos mencionados, ocurridos en 2007, se suman a los ocurridos en años anteriores, de los cuales, la mayoría, aún no se ha cerrado. En este sentido, Renato Álvarez tuvo dos juicios por difamación y calumnia. Uno de estos juicios lo ganó y la sentencia quedó firme en 2005. El otro juicio, por el mismo caso y delito, difusión de un informe sobre narcotráfico, obtuvo condena y actualmente se encuentra en casación. Carlos Galeas y Supaya Banegas fueron llevados a juicio oral y público en Marcala, La Paz, en 2005, por denunciar acciones de contrabando en las que estaban implicados oficiales de policía. El caso fue ganado por los periodistas y tienen ya sentencia firme. Igualmente cabe mencionar los casos de Eduardo Maldonado y David Romero Ellner, quienes fueron condenados en julio de 2006 por los delitos de difamación y calumnia. Fueron juzgados bajo el antiguo sistema inquisitivo y el caso se encuentra actualmente en casación.

59. A estos casos también hay que añadir los de aquellos periodistas que, desde el año 2005, están pendientes de juicio. Entre estos se encuentran los siguientes profesionales de los medios: Eduardo Maldonado, Esdras Amado López, Jorge Canahuati Larach, Miguel Caballero Leiva.

60. El Relator Especial expresó durante su visita su preocupación por el hecho de que estas situaciones continúen ocurriendo y recibió información sobre otros casos de querellas presentadas en 2006 contra periodistas. Entre esos periodistas, destacan: José Alemán, quien fue querellado por difamación y calumnia aunque consiguió evitar ir a juicio; Óscar Váldez, director del programa *La otra cara*, fue también objeto de una querella, aunque logró conciliar esta sin tener que retractarse de lo difundido e investigado, evitando un juicio oral y público; Francisco Romero, tiene dos querellas por difamación y calumnia; Julio Ernesto Alvarado fue querellado por delitos contra el honor; Dina Meza y Robert Marín García fueron querellados por la empresa privada de seguridad Setech por difundir información que desvela las irregularidades en que presuntamente trabaja esa empresa. Estos periodistas y profesionales de los medios fueron querellados por denunciar públicamente irregularidades cometidas por personas públicas o por empresarios reconocidos.

61. También se pusieron en conocimiento del Relator Especial una serie de casos de intimidación contra periodistas. Entre ellos, tuvo conocimiento del caso de Januario Paz, corresponsal de *Abriendo Brecha*, quien fue supuestamente intimidado por un juez de paz por denunciar su presunta implicación en el contrabando de combustible en la zona; Xiomara Orellana, corresponsal del diario *La Prensa*, también habría recibido intimidaciones por difundir información relacionada con la contaminación de las mineras en la zona; Filadelfo Martínez habría recibido intimidaciones por divulgar información sobre el contrabando. La comunicadora Wendy Guerra habría sido restituida después de una destitución, según se le comunicó al Relator Especial.

62. El Relator Especial ya se ha manifestado anteriormente contra la utilización de la vía penal para enjuiciar este tipo de casos y ha señalado que debería sustituirse por leyes civiles de difamación apropiadas⁵. Los Estados deben adecuar sus leyes sobre difamación, injurias y calumnias, de forma que únicamente puedan aplicarse sanciones civiles. El Relator Especial ha analizado el informe de 2002 de la Relatoría para la Libertad de Expresión de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos que manifestaba la preocupación de la Relatoría sobre la problemática de los delitos contra el honor. En dicho informe se señala que para asegurar la adecuada defensa de la libertad de expresión, los Estados deben adecuar sus leyes sobre difamación, injurias y calumnias de forma que únicamente puedan aplicarse sanciones civiles en el caso de ofensas a funcionarios públicos. En dichos casos, la responsabilidad por ofensas contra funcionarios públicos sólo debería incurrirse en casos de “real malicia”, o en otros términos, que el autor de la información en cuestión era consciente de que la misma era falsa o actuó con temeraria despreocupación sobre la verdad o falsedad de dicha información.

63. El Relator Especial coincide en que los delitos contra el honor de las personas cometidos a través de los medios de comunicación no deben castigarse con la cárcel, sino resolverse por la vía civil, con miras a no perjudicar la libertad de prensa, el derecho del público a la información y, sobre todo, para evitar la autocensura. La mera existencia de leyes que prevén sanciones penales a quienes ejercen el derecho a la libertad de expresión ha dado lugar a la posibilidad de autocensura. En este sentido resulta indispensable que se despenalicen las expresiones críticas a funcionarios públicos, figuras públicas o, asuntos de interés público en general. El Relator

⁵ Declaración conjunta del Relator Especial sobre la libertad de opinión y expresión, el Representante de la OSCE sobre la Libertad de Prensa y el Relator Especial de la CIDH sobre Libertad de Expresión (9 de diciembre de 2002).

Especial pudo constatar durante su visita cómo uno de los principales límites a la libertad de expresión en el país es la autocensura a la que muchos periodistas se ven enfrentados en su práctica cotidiana.

64. El Relator Especial desea señalar que ningún profesional de los medios puede ser sancionado por difundir la verdad o por formular críticas o denuncias contra los poderes públicos. Asimismo, desea recordar que el poder judicial nunca debería ser utilizado como un órgano que acose a los periodistas. En la mayoría de los casos de los que tuvo conocimiento durante su visita, las resoluciones judiciales acabaron absolviendo a los comunicadores sociales de responsabilidad penal. A pesar de ello, el Relator Especial considera preocupante que se utilice la vía judicial como un mecanismo intimidatorio en contra del ejercicio periodístico y, más aún, en contra de la libertad de expresión en general.

65. El Relator Especial celebra que la figura del desacato haya sido recientemente derogada del Código Penal hondureño pues dicha figura ha constituido durante muchos años un límite al ejercicio de la libertad de expresión en el país y, concretamente, al ejercicio realizado de manera continuada por los profesionales de los medios. Sin embargo, considera fundamental que se refuercen y agilicen los mecanismos necesarios para que únicamente puedan aplicarse sanciones civiles en el caso de ofensas a funcionarios públicos. La tipificación de los delitos de difamación, injurias y calumnias debería adecuarse de forma que únicamente puedan aplicarse sanciones civiles en el caso de ofensas a funcionarios públicos.

66. Los delitos contra el honor que se cometen a través de los medios de comunicación deberían resolverse sin perjudicar la libertad de expresión y el derecho del público a recibir información. Resulta esencial que se despenalicen expresiones críticas a funcionarios públicos, figuras públicas o sobre asuntos de interés público.

67. El Relator Especial reconoce que, si bien es cierto que la regulación de los delitos de difamación, injurias y calumnias protegen derechos garantizados por la propia Convención Americana sobre Derechos Humanos, cuando la sanción penal se dirige a expresiones sobre cuestiones de interés público, se puede decir que se vulnera el derecho de libertad de expresión consagrado en el artículo 13 de la Convención. Sería recomendable que se incorporara a la ley penal una disposición eximente que “elimine” la punibilidad cuando el lesionado sea una figura o funcionario público. De esta manera, cuando se trate de temas que afectan el interés público, operaría la no punibilidad.

68. El Relator Especial considera que, dada la importancia que tienen la libertad de expresión y el derecho de a la información en una sociedad democrática, es importante que se impulse la reforma a la ley penal a fin de adecuarla a los estándares del sistema de protección de los derechos humanos expuestos.

69. El Relator Especial ha expresado con anterioridad⁶ cómo los delitos de difamación han sido una de las causas principales de encarcelamiento de periodistas en todo el mundo. A pesar de que las leyes relativas a la difamación se formularon inicialmente con un objetivo legítimo, que era proteger a las personas contra las falsas declaraciones de hechos que podían perjudicar su

⁶ Véase informe del Relator Especial sobre la promoción y protección del derecho a la libertad de opinión y de expresión (A/HRC/7/14).

reputación, el carácter subjetivo de muchas leyes sobre la difamación, su alcance excesivamente amplio y su aplicación en el derecho penal han convertido a esas leyes en fuertes mecanismos que agotan el periodismo de investigación y silencian las críticas.

70. Como el Relator Especial ya puso de manifiesto, los instrumentos internacionales de derechos humanos reconocen el derecho a la reputación (por ejemplo, el artículo 12 de la Declaración Universal de los Derechos Humanos establece que nadie será objeto "de ataques a su honra o a su reputación"). No obstante, toda limitación del ejercicio del derecho a la libertad de expresión está sujeta a tres condiciones bien definidas: *a)* las restricciones deben estar establecidas por ley; *b)* deben perseguir un objetivo reconocido como legítimo, y *c)* han de ser proporcionadas a la consecución de ese objetivo. A menudo surgen una serie de problemas relacionados con el cumplimiento efectivo de esas tres condiciones.

71. En este sentido, el Relator Especial, junto con el representante de la Organización para la Seguridad y la Cooperación en Europa (OSCE) sobre la libertad de los medios de comunicación y el Relator Especial de la Organización de los Estados Americanos (OEA) sobre la libertad de expresión afirmó, en una declaración conjunta emitida en diciembre de 2002, que "la difamación penal no es una restricción justificable de la libertad de expresión; todas las leyes penales sobre difamación deberían ser abolidas y sustituidas, en caso necesario, por leyes civiles apropiadas en la materia".

V. CONCLUSIONES

72. El Relator Especial agradece encarecidamente a las autoridades hondureñas el hecho de que le hayan brindado la oportunidad de poder realizar una visita al país. En este sentido, el Relator Especial se complace en comprobar cómo la libertad de opinión y expresión en el país se incluye en la agenda nacional como una prioridad. El Relator Especial anima a las autoridades hondureñas a que continúen extendiendo este tipo de visitas a otros relatores especiales y grupos de trabajo del Consejo de Derechos Humanos.

73. El Relator Especial constató cómo la libertad de opinión, expresión e información se ha visto vulnerada por varios motivos en la República de Honduras. El aumento de casos de amenazas y ataques a periodistas y otros profesionales de los medios y la impunidad en la que viven los responsables de estos actos han hecho que la sociedad hondureña se encuentre en una situación de inseguridad y desconfianza.

74. El Relator Especial considera que las autoridades hondureñas deberían hacer de la lucha contra la impunidad su principal prioridad. El sistema judicial debería funcionar con eficacia e imparcialidad, respetando la legislación nacional de conformidad con los principios recogidos en el derecho internacional en lo que respecta a la defensa y promoción del ejercicio de la libertad de opinión y expresión. En este sentido, las autoridades gubernamentales deberían, teniendo en cuenta las demandas y peticiones de todos los sectores de la sociedad, abogar por una prensa transparente y objetiva, una prensa que no quede limitada por intereses contrarios a los de la comunidad en su conjunto. Es sumamente importante que se creen programas de protección eficaces para los periodistas y otros profesionales de los medios de comunicación.

75. El Relator Especial es consciente de que el país ha hecho importantes progresos en lo que se refiere a la regulación de determinadas cuestiones relacionadas con la libertad de opinión y expresión. En este sentido, el Relator Especial celebra la aprobación de la Ley de Transparencia y Acceso a la Información Pública. Sin embargo, considera que el Estado hondureño puede asumir una postura más proactiva en lo que respecta a la difusión y publicidad de la información de interés público. También el Relator Especial celebra que se haya derogado del Código Penal hondureño la figura del desacato. Sin embargo, expresa su preocupación por que sigan juzgándose por la vía penal los delitos contra el honor cometidos por los medios de comunicación. El Relator Especial considera que esos casos deberían resolverse por la vía civil.

76. El Relator Especial desea señalar que el poder judicial nunca debería ser utilizado como un mecanismo de acoso a los periodistas y que ningún profesional de los medios puede ser sancionado por difundir la verdad o por formular críticas o denuncias contra los poderes públicos. El Relator Especial opina que es importante que se impulse la reforma a la ley penal a fin de adecuarla a los estándares del sistema de protección de los derechos humanos expuestos. En este sentido, la libertad de opinión y de expresión bien ejercida no debe tener ni límites ni condiciones.

77. El Relator Especial desea destacar otro aspecto importante que ha podido observar durante la realización de su visita: la actual concentración de los medios de información en manos de unos pocos propietarios, y sus consecuencias. Esta situación conlleva que los periodistas y otros profesionales de los medios vivan en una situación de inseguridad.

78. El Relator Especial ha conocido durante su visita al país que aún se siguen reportando casos de periodistas que se enfrentan a procesos judiciales acusados de cometer delitos contra el honor. Esto se encuentra regulado en el Código Penal, lo que sin lugar a dudas contraviene la tendencia y estándares internacionales en la materia.

79. El Relator Especial pudo observar durante su visita que la República de Honduras carece de un procedimiento transparente y equitativo para las solicitudes de asignación de frecuencias en el espectro radioeléctrico por parte de solicitantes con fines no comerciales tales como radios rurales y/o comunitarias. Asimismo, ha observado una prevalencia de criterios exclusivamente económicos en los procedimientos de asignación de licencias mediante subasta. En este sentido, el Relator Especial recomienda que se lleve a cabo una reforma integral ante el Congreso para derogar las normas contrarias a los estándares internacionales en materia de libertad de expresión y armonizar la legislación en dichos términos. Las disposiciones de la Constitución son propicias para la armonización en cuanto a la supremacía de los tratados sobre la Ley y la aplicación de los principios y prácticas de derecho internacional establecida en el artículo 15 constitucional.

VI. RECOMENDACIONES

80. El Relator Especial desea hacer hincapié en el papel que ocupa la protección del derecho a la libertad de opinión y expresión en el marco de la promoción y protección de los derechos humanos. En este sentido, desea recordar que las limitaciones de estos derechos básicos pueden acarrear un deterioro en la protección, respeto y disfrute de otros derechos y libertades fundamentales.

81. El Relator Especial recomienda a las autoridades hondureñas que refuercen y creen programas de protección para los profesionales de los medios, con miras a que puedan ejercer sus funciones de una manera digna y sin coacciones.

82. El Relator Especial recuerda al Gobierno de Honduras que la lucha contra la impunidad debería ser un tema prioritario en su agenda. En este sentido, exhorta a las autoridades a que desplieguen todos los esfuerzos necesarios para que los responsables de violaciones de los derechos humanos sean llevados ante la justicia. Los casos de ataques y amenazas contra los periodistas deberían resolverse dentro del sistema judicial con la mayor eficacia e imparcialidad, respetando la ley nacional de conformidad con las obligaciones derivadas del derecho internacional.

83. El Relator Especial insta al Gobierno a que promueva una cultura de transparencia y rendición de cuentas en la sociedad política. En este sentido, el Relator Especial insta al Gobierno a que prepare proyectos de ley y leyes concretas que contribuyan a reforzar la fragilidad institucional. Asimismo, el Relator Especial recomienda al Gobierno hondureño que adopte una postura adelantada en lo que se refiere a la difusión y publicidad de la información de interés público.

84. El Relator Especial desea recordar al Gobierno hondureño que ningún profesional de los medios debería ser sancionado por difundir la verdad o formular críticas contra los poderes públicos y que el poder judicial bajo ningún concepto debería ser utilizado como un órgano que restrinja la labor periodística. En este sentido, el Relator recomienda a las autoridades que refuercen y agilicen los mecanismos necesarios para que únicamente puedan aplicarse sanciones civiles en el caso de ofensas a funcionarios públicos.

85. El Relator Especial recomienda al Gobierno hondureño que se adopten las medidas necesarias para que se armonice la Ley Marco del Sector de Telecomunicaciones con los estándares internacionales y los instrumentos de Derecho internacional de los derechos humanos.

86. El Relator Especial recomienda a las autoridades que consideren la posibilidad de realizar estudios sobre las características, técnicas, desventajas de cada uno de los medios, con el fin de poder desarrollar campañas efectivas de comunicación. Dichos estudios deberían realizarse teniendo en cuenta las demandas de todos los sectores de la sociedad. Asimismo, deberían realizarse estudios sobre las características, el estilo y los intereses que defiende cada emisora de radio y televisión para determinar qué tipo de información podrían difundir u ocultar.
